Point de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur le soutien de la France à la coalition nationale syrienne et sur l'avenir politique de la Syrie, à Amman le 22 mai 2013.

2013-05-22

Je viens de participer à la réunion de la coalition et des pays qui soutiennent la coalition nationale syrienne.

Il y a notamment trois éléments principaux que je veux souligner.

Le premier, c'est que la France soutient pleinement et totalement la coalition nationale syrienne. La coalition va se réunir demain, elle prendra des décisions, mais je tiens à rappeler que la France est aux côtés de la coalition nationale syrienne.

Le deuxième, c'est que nous travaillons pour qu'une réunion se tienne à Genève, prochainement. Nous sommes favorables à cette réunion parce que nous souhaitons la mise en place d'une solution politique. Évidemment, cette réunion est difficile, elle doit réunir un certain nombre de conditions notamment en ce qui concerne la participation et l'ordre du jour.

C'est de cela que nous avons parlé et nous sommes en accord avec les propositions qui sont faites.

Parmi les éléments qui ont été actés, il y a le fait que l'Iran, compte tenu de son comportement et l'attitude extrêmement hostile qu'il adopte vis-à-vis du peuple syrien, n'a pas sa place dans une telle conférence.

Le troisième élément, compte tenu des décisions qu'a prises le Hezbollah, c'est que je confirme que la France proposera d'inscrire la branche militaire de cette organisation sur la liste des entités terroristes de l'Union européenne.

We have met both with the coalition and the countries who are supporting the coalition, and, among the decisions which have been taken.

I would like to emphasise on 3 points.

The first one, is that we support, fully, the national coalition of Syrian opposition, and we tend to support it fully by different ways, it is clear.

Second, we are in favour of a meeting in Geneva, what we call Geneva II. The aim of Geneva II is to implement what has been decided in Geneva which means that a transitional government government must be built. It will have all executive power, which means that in fact, it will take the powers which were before exerted by the President, but with a new body. This transitional government will have all this powers, and it means that Mr Bachar el-Assad, as a matter of fact, has no longer any power.

And, third, I would like to confirm that, because of the decision which has been taken by the Hezbollah and the fact that there are fighting very harshly the Syrian population, we have decided to ask that the military branch of Hezbollah will be considered as a terrorist organisation. And many of us, I mean, European countries, are on this line, and I guess that it will be a decision which will be taken by Europe as a whole.

Q - L'opposition jusqu'à présent refuse clairement toute solution qui ne comprend pas le départ de Bachar Al-Assad. Comment avez-vous pu faire ? Que leur avez-vous dit pour les convaincre de participer à cette conférence ?

R - Je pense qu'il faut se reporter à un point qui fait l'accord général, dans le communiqué de la première réunion de Genève. Lors de cette première réunion qui a eu lieu l'année dernière, nous nous étions mis d'accord sur un texte de communiqué. Il précise qu'un gouvernement de transition doté des pleins pouvoirs soit mis en place, et que ce gouvernement doit être composé par consentement mutuel. L'objet de la conférence de Genève II est d'appliquer précisément cela. C'est la réponse à votre question. À partir du moment où le gouvernement de coalition, conformément à ce que nous avons tous signé, a les pleins pouvoirs, y compris bien sûr les pouvoirs militaires et les pouvoirs de sécurité, cela signifie que le président actuel, M. Bachar Al-Assad, n'a plus ces pouvoirs. La conférence de Genève II est convoquée pour appliquer cela, ce qui signifie que M. Bachar Al-Assad n'a pas sa place dans la solution politique qui sera apportée.

Q - Est-ce que les Russes sont d'accord sur ce point là, le transfert des pouvoirs ?

R - La base même de la conférence de Genève, telle qu'elle a été proposée à la fois par le secrétaire américain et par le ministre russe, c'est d'appliquer Genève I. Genève I dit précisément, il y a un gouvernement de transition qui a tous les pouvoirs. Cela signifie donc que, de fait, et en droit d'ailleurs, M. Bachar Al-Assad n'a plus ces pouvoirs.

Q - Vous avez communiqué au Liban votre volonté d'inscrire le Hezbollah sur la liste ?

R - C'est un point que le Liban connaît. Je dis bien que la position de la France est d'inscrire la branche militaire du Hezbollah ; vous avez vu que le Hezbollah, non seulement s'est

engagé pleinement en Syrie, mais qu'il a revendiqué son engagement. Comme il y a en plus d'autres éléments, qui concernent ce qui s'est passé en Bulgarie et à Chypre, nous considérons que c'est un point qui devrait faire l'accord de l'ensemble des Européens.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 mai 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187966-laurent-fabius-22052013-france-et-situation-en-syrie